

ARRETE MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

EW/FNV 2021.T581

Le Maire de la Commune de **TROUVILLE-sur-MER**,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1,
L 2213-1 et suivants,
Vu les articles du Code de la Route,
Considérant la demande de l'entreprise **FCA IDF 1** en date du 04 Octobre 2021 chargée d'effectuer
un ravalement de façade (DP 01471521U0092 du 25 Juin 2021), **18 rue Georges Clémenceau** à
Trouville-sur-Mer.
Considérant la **demande de prolongation** de l'entreprise FCA IDF 1 reçue le 18 Octobre 2021.
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la
circulation rue Georges Clémenceau.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise **FCA IDF 1** est autorisée à prolonger l'installation d'un échafaudage tubulaire de **3 ml x 1ml (3 m²) au droit du 18 rue Georges Clémenceau**. Un balisage et une protection devront être mis en place par l'entreprise pour éviter tout risque d'accident avec les piétons et les automobilistes.

Article 2 : Le stationnement sera interdit sur **une place (5 ml)** au droit du 18 rue **Georges Clémenceau**. L'entreprise FCA IDF 1 pourra stationner momentanément le temps du montage et du démontage de l'échafaudage.

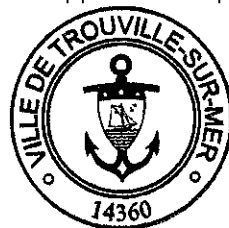
Article 3 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables **du Samedi 16 Octobre 2021 au Mercredi 27 Octobre 2021**.

Article 4 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle temporaire; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise en charge des travaux**.

Article 5 : La facturation pour la mise en place d'un échafaudage se fera selon les tarifs votés lors du Conseil Municipal du 03 Décembre 2020 pour l'année 2021 et à raison de 0,55 € m²/jour jusqu'à 30 jours et de 2,50 € m²/jour au-delà de 30 jours. **Un titre de recette sera émis et présenté à** : Entreprise FCA IDF 1 – 32 avenue Jean-Jaurès 92330 SCEAUX.

Article 6 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 7 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Madame la Responsable du Service Sécurité et Tranquillité Publiques, les agents assermentés du Service de Police Municipale, et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 19 Octobre 2021
Le Maire,
Vice-Présidente de la CCCCCF

Sylvie de Guelange

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.